

CRISE COVID 19

AGIR AUJOURD'HUI POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE DE ROUEN

*Face à la crise actuelle, inédite pour les Français, l'association **Triticum** dont l'objet est d'œuvrer pour la résilience alimentaire de la Métropole de Rouen, souhaite alerter les Mairies concernant la situation critique qui se profile sur le plan alimentaire en France.*

Constat

Selon Stéphane Linou, récemment primé au Forum des Risques Majeurs, la question alimentaire en cas de crise aiguë n'a pas été prise en compte dans l'aménagement du territoire depuis de nombreuses décennies.

Le transport de longue distance s'est imposé dans l'approvisionnement de toutes les denrées alimentaires en France et en UE. Les régions agricoles françaises ont connu une très forte spécialisation depuis 1950 jusqu'à la hausse récente des importations sur de nombreux produits.

L'autonomie alimentaire des territoires, c'est-à-dire la part du local dans les produits alimentaires, est en moyenne de 2%.

Comme le rappelait Raymond Girardi, vice-président du Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF, syndicat agricole), en 2017 : « Il y a 30 ans, on était autosuffisant, aujourd'hui, on importe 40% de nos fruits et légumes ».

L'association Triticum tire la sonnette d'alarme

À très court terme :

La pandémie de Covid-19 en cours peut frapper les routiers et rendre difficile l'approvisionnement des denrées alimentaires sur tout le territoire. Celui-ci repose sur les transports à flux tendu. Un mouvement social par droit de retrait pourrait aussi fragiliser les flux d'approvisionnement.

Le Covid-19 frappe l'Italie et l'Espagne, pays fournisseurs de fruits et légumes pour le marché français.

Le personnel de l'industrie agro-alimentaire peut être atteint ce qui rendra difficile la production des denrées alimentaires sur tout le territoire.

À court terme :

Les conséquences de la pandémie sont désormais irréversibles sur le plan économique et financier. L'économie mondialisée mise à l'arrêt est un phénomène historique encore jamais vu qui va créer une dépression économique. La crise en cours entraîne un effondrement financier pire que ceux de 1929 et de 2008. L'argent évaporé en bourses est l'équivalent d'un quart du PIB mondial, plus que le PIB des Etats-Unis.

Des faillites en chaîne vont avoir lieu selon Patrick Artus, chef économiste de Natixis.

Les pertes de chiffre d'affaires et la hausse du chômage vont très probablement entraîner des défauts massifs de remboursements de crédits, déstabiliser le système bancaire et le marché de l'immobilier.

La résultante locale sera la hausse de la détresse sociale et la prolongation de la crise au delà de la crise sanitaire.

La question de l'approvisionnement alimentaire pourrait passer devant la question sanitaire sur l'échelle des préoccupations pour de nombreux citoyens dans les prochaines semaines, la question de la sécurité civile sera alors posée.

Les élus locaux seront en première ligne face à une telle déstabilisation de notre société.

Sur le plan de la logistique agricole, les fermes françaises sont toutes dépendantes de semences achetées aux semenciers (hors Normandie, voire à l'étranger - Suisse, Allemagne, Pologne), des transports pour les obtenir, de pièces détachées pour le bon fonctionnement du matériel, des intrants et carburants livrés par transporteurs et de cotation des denrées alimentaires sur les marchés internationaux en crise.

Le système agricole déjà fragile risque d'être déstabilisé par la crise sanitaire. Il le sera encore plus sur le plan économique. La main-d'œuvre appelée en renfort pour les récoltes pourrait manquer si les frontières sont fermées (travailleurs détachés) ou si la crise sanitaire persiste.

Sur le plan de la filière alimentaire, les points de transformation sont centralisés selon un schéma agro-industriel et dépendants de la main d'œuvre fragilisée par la pandémie. Là encore, la dépendance aux transports est totale pour être livré et pour expédier les produits transformés. La santé des travailleurs et leur éventuel droit de retrait poseront aussi un problème quant à la production de produits transformés.

Si l'approvisionnement des denrées n'est plus garanti, il mettra en péril la capacité des pouvoirs publics à subvenir à la demande alimentaire du territoire.

Rappelons qu'assurer un niveau minimum de sécurité d'approvisionnement alimentaire (garantir une chaîne résiliente allant du foncier agricole nourricier jusqu'au consommateur) était ce sur quoi reposait l'ordre public, jadis essentiellement assuré au niveau municipal. Les travaux de Stéphane Linou ont démontré après 20 ans d'enquête que le seul plan d'urgence disponible en cas de crise alimentaire est le plan ORSEC qui prévoit de réquisitionner les hypermarchés, ce qui est insuffisant au vu des constats ci-dessus.

Enjeu

Continuer à nourrir la population pendant la crise sanitaire et se préparer pour l'avenir face à une situation de crise économique profonde et durable.

Piste de Solutions

Construire un plan de résilience alimentaire local d'urgence en étroite collaboration avec les autorités sanitaires est de la responsabilité des Mairies et de la Préfecture.

Il s'agit de mettre en place des éléments de résilience locale permettant l'autoproduction et maintien de la production actuelle. Un choc comme celui que nous vivons nous impose de le faire.

Comment agir ?

Les Mairies ont le pouvoir d'agir en mettant en place un plan de résilience alimentaire d'urgence en étroite collaboration avec les autorités sanitaires au travers d'actions concrètes telles que :

À très court terme :

- Inscrire dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs la question de la sécurité alimentaire.

- Demander à l'Etat via la Préfecture de réquisitionner des semences potagères, de légumes secs et plants de pommes de terre auprès de semenciers français pour les répartir sur le territoire. Il faut classer ces ressources comme stratégiques et vitales afin de les transporter en priorité. L'agro-industrie n'est pas en mesure de déployer seule cette procédure, sa chaîne de logistique est très fragile car complexe. Ainsi sera rendue possible la mise en place d'une production vivrière dans les communes alliant citoyens, employés communaux et élus.

- Mettre des terrains à disposition dans les quartiers, la 1ere qui retournera un terrain de foot au pied d'une barre d'immeuble pour planter des légumes montrera la voie. La résilience des potagers russes est un modèle à suivre.

À court terme :

- Exiger auprès de la Préfecture que les réserves céréalières actuelles soient bloquées pour la consommation des Français et non exportées, et accepter de les distribuer sous une forme moins transformée afin de soulager la filière agro-industrielle. Cela permettrait de traverser cette crise sans pénurie, même si les habitudes alimentaires seraient considérablement mises à l'épreuve sur cette période.

- Soutenir financièrement les maraîchers, les micro-fermes et les fermes. Notre production locale est insuffisante, une grande part des fruits et légumes consommés sur le territoire est importée, certaines régions sont en déficit de production céréalière ou animale. Cependant cette production locale même insuffisante doit impérativement être préservée de la faillite.

- Réorienter la mission du personnel des espaces verts au profit d'une production locale communale de fruits et légumes en partenariat avec les citoyens et les formateurs en permaculture et jardinage productif.

Dans un tel contexte inédit pour les Français, l'association Triticum souhaite mettre à disposition des Mairies ses travaux d'ingénierie sociale conçus pour organiser et faciliter des travaux agricoles citoyens avec des profils à faible savoir-faire.

Il s'agit désormais d'agir ensemble localement dans un véritable effort concerté afin de traverser cette période qui s'annonce de tous les dangers pour notre société.

Triticum en bref

Basée à Darnetal

Maison des Semences Paysannes Normande

Membre actif du Réseau Semences Paysannes France

160 adhérents dont 10 professionnels (agriculteurs et boulangers)

4ha de terres en gestion sur 4 communes de la Métropole

100 variétés anciennes de céréales conservées

Pour joindre l'association Triticum :

Contact presse:

06 59 44 99 02

Contact relations publiques et élus:

07 83 21 58 64

contact@triticum.fr

www.triticum.fr